

# révoltes

2 avril 2006

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**28 mars : 3 millions de manifestants exigent le retrait du CPE.**

**31 mars : Contre cette exigence, Chirac promulgue la loi d'égalité des chances avec le CPE ; il donne ses ordres au gouvernement et à l'Assemblée nationale. Il exige que les députés rediscutent et aménagent le CPE pour le préserver.**

**C'est donc Chirac qui se dresse contre la volonté des manifestants. L'exigence immédiate qui en résulte :**

**DEHORS CHIRAC et son CPE !**

**AUCUNE DISCUSSION VISANT À PRÉSERVER LE CPE : RETRAIT !**

**FRONT UNIQUE POUR EN FINIR AVEC CHIRAC, VILLEPIN ET SARKOZY SANS ATTENDRE 2007 !**

Depuis le 16 janvier, toutes les organisations de jeunesse, tous les syndicats exigent le retrait pur et simple du CPE et ont refusé d'en discuter. Le PS et le PCF ont exigé le retrait du CPE. Sur ce plan, l'unité a été réalisée.

Mais le vendredi 24 mars, les dirigeants des confédérations syndicales ont répondu à l'invitation de Villepin qui voulait discuter de la mise en œuvre du CPE. C'était inacceptable. Le samedi 29, l'UNEF, la FIDL et l'UNL ont boycotté la rencontre prévue avec Villepin. Ils ont eu raison. Cette décision leur a été imposée par les étudiants et les lycéens, par les AG. Ce boycott décidé par les organisations de jeunesse, ainsi que l'ampleur des manifestations du mardi 28 mars, ont interdit aux organisations syndicales de participer à la réunion proposée par Villepin le 29 mars. L'unité a donc été maintenue pour le retrait pur et simple du CPE.

Mais **imposer le retrait du CPE nécessite d'engager le combat pour vaincre et chasser Chirac et son gouvernement, immédiatement.** Or ceci, les dirigeants des organisations ouvrières ne le veulent pas car ils ont peur de la mobilisation des masses. Alors les dirigeants des syndicats ouvriers, avec le PS, le PCF, la LCR se sont adressés à Chirac – ce qui revenait à le légitimer – pour qu'il ne promulgue pas la loi, pour qu'il la renvoie à l'Assemblée Nationale. Chirac avait donc la possibilité de manœuvrer ; il a saisi la perche qui lui était tendue: il a promulgué la loi et il charge l'Assemblée nationale dominée par l'UMP de maquiller le CPE désormais promulgué.

Ce qu'espère Chirac : c'est conduire les députés du PS et du PCF à faire ce que les dirigeants syndicaux n'avaient pas pu faire jusqu'à ce jour : qu'ils participent aux discussions, qu'ils aménagent le CPE. Et il veut conduire les dirigeants des syndicats à discuter avec Sarkozy et les députés de l'UMP. (Au-delà, Chirac, Sarkozy et Villepin espèrent une grande négociation visant à démanteler tout le code du travail ; ils veulent aussi assujettir les étudiants et les universités au patronat : c'est le sens du « *grand débat national sur les liens entre université et emploi* » proposé par Chirac dans son allocution ; mais chacun sait désormais que tous ces « grands débats » n'ont comme objectif que d'associer les organisations syndicales à la politique réactionnaire du gouvernement).

Les députés du PS et du PCF ne doivent donc pas accepter de discuter pour aménager le CPE.

**Dirigeants du PS, du PCF, décidez que vos députés refusent toute discussion !**

**Amender ce projet, c'est sauver le CPE, c'est organiser la démobilisation, c'est sauver Chirac, Sarkozy et Villepin !**

**Dirigeants des syndicats : refusez toute rencontre avec les députés de l'UMP !** Cessez les discussions par téléphone avec Sarkozy : assez de diplomatie secrète ! Assez de soutien à ce gouvernement ! Chirac, son gouvernement, sa majorité UMP doivent être chassés.

Depuis des semaines, de plus en plus clairement, les Assemblées générales et manifestations ont exprimé la nécessité d'en finir avec Chirac et son gouvernement. Dès le 26 mars, la coordination nationale des étudiants avait dû se faire l'écho de cette volonté en appelant à la démission du gouvernement. Mais il faut être plus précis. Dans certaines assemblées générales, des motions ont été adoptées « ***pour que les syndicats appellent à la grève générale pour le retrait du CPE et le départ de Chirac et de son gouvernement*** », ou pour qu'ils « ***organisent la manifestation centrale à Paris pour chasser Chirac, son gouvernement, sa majorité*** ». Ceci est juste.

A l'annonce de la promulgation de la loi, les étudiants ont scandé : « *Chirac démission !* », « *Chirac en prison, Villepin démission !* », « *grève générale !* ». Aujourd'hui, plus personne ne peut le nier :

La décision de promulguer le CPE, c'est Chirac !

La volonté que le gouvernement et la majorité UMP maquillent le CPE, c'est Chirac !

L'ennemi de la jeunesse et des travailleurs, c'est Chirac !

C'est Chirac qui a désigné Villepin à la place de Raffarin que Chirac avait désigné en 2002.

### **C'est donc Chirac qui doit partir, immédiatement, et avec lui Villepin, Sarkozy et leur majorité UMP.**

La responsabilité des dirigeants du PS et du PCF, ce n'est pas d'aller aider au maquillage du CPE à l'Assemblée Nationale ; c'est de déclarer : « Nous exigeons le départ immédiat de Chirac. Nous sommes la majorité dans le pays. Nous sommes prêts à constituer immédiatement un gouvernement de nos seuls partis, sans Chirac ni organisation bourgeoise ».

La dernière coordination nationale des étudiants appelle à « la grève générale reconductible ». En arrière fond de cet appel, il y a l'aspiration des travailleurs à engager le combat. Mais la question centrale, c'est celle de la perspective donnée à la mobilisation. En mai -juin 2003, les dirigeants syndicaux ne voulant pas affronter le gouvernement avaient refusé d'appeler à la grève générale et appelaient à la « grève reconductible ». Aujourd'hui, tous les travailleurs veulent à en finir immédiatement avec Chirac, ce gouvernement et cette politique. Le mot d'ordre d'action découle de cette exigence :

La responsabilité des dirigeants syndicaux, c'est d'appeler – avec le soutien du PS et du PCF –

### **à la grève générale et à la manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour abroger le CPE et pour chasser Chirac, pour en finir avec cette politique, ce gouvernement et ses députés UMP-UDF.**

Par leur mobilisation, par leur organisation, les travailleurs et la jeunesse peuvent imposer la réalisation du Front unique pour la grève générale et la manifestation centrale.



La chute de Chirac permettait d'en finir avec la Vème République réactionnaire, permettrait d'en finir avec les pleins pouvoirs d'un président Bonaparte, permettrait d'en finir avec le 49 ter, et tous les autres outils d'un régime du « coup d'État permanent ». La destruction de la Vème République ferait tomber un obstacle et serait un point d'appui dans le combat contre la bourgeoisie, sur la voie du combat pour l'expropriation de la bourgeoisie et pour la constitution d'un gouvernement ouvrier.